

# *la nouvelle lettre*

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909  
ISSN : 1951-4727

## **EDITORIAL**

### **BESOIN D'AIR**

*Quels que soient l'issue de cette campagne et le résultat de ces élections, quelque chose de neuf est apparu dans le paysage politique français : c'est l'irruption de la société civile, et notamment l'engagement patronal illustré par la présence médiatique de Laurence PARISOT, mais aussi par des prises de position nombreuses de chefs d'entreprises alertant les Français sur la situation exacte de notre économie et sur son « besoin d'air ». Cette Lettre reprend en particulier les propos récents de Bertrand COLLOMB, Président de Lafarge.*

*« Besoin d'air » : le titre de l'ouvrage du MEDEF exprime d'abord ce qu'il faut changer dans notre pays. Une « nouvelle politique économique », c'est plus de politique économique du tout. Les entreprises sont étouffées par l'Etat. Et les candidats, pour l'instant (on peut toujours rêver !), sont incapables de proposer autre chose qu'une accumulation de mesures ponctuelles, sans aucune vision d'ensemble. Toutes leurs mesures passent par l'Etat. Pourtant, après un demi-siècle de dirigisme, personne aujourd'hui ne peut raisonnablement attendre des gouvernants et des administrations une impulsion économique qui créerait des emplois et du pouvoir d'achat. Les hommes politiques, de droite comme de gauche, sont devenus les « enrayeurs » dénoncés par Bastiat en 1848 : ceux qui s'emploient à enrayer le travail des autres, ceux qui empêchent d'entreprendre, de travailler, d'épargner, de réussir. « Besoin d'air » c'est le cri des Français qui sont en train de succomber à l'étreinte mortelle de l'Etat.*

*Le besoin d'air c'est aussi l'espoir que font naître une libération des initiatives privées et une renaissance de la société civile. Les dirigeants français restent accrochés depuis des décennies aux hérésies keynésiennes, et croient aider le pays en faisant une politique systématique et démagogique de « pouvoir d'achat » : dépenser davantage, n'est-ce pas la recette du dynamisme global ? On va donc augmenter les salaires (surtout ceux qui rémunèrent les moins qualifiés, on va donc fragiliser les travailleurs les plus mal placés dans la concurrence), on va multiplier les avantages sociaux sans considération de leur financement, puisqu'il n'y a qu'à traire la vache fiscale, on attendra des administrations centrales et locales qu'elles embauchent et distribuent des revenus contre la prestation de services publics de plus en plus nombreux et illusoire, impossibles à exporter bien sûr. Le résultat, rappelé récemment par Laurence PARISOT, c'est en effet une augmentation de 20% de la consommation des Français, mais de 45% des importations, contre seulement 10% de la production nationale. Ce qui signifie simplement qu'une relance de la dépense stimule l'activité des concurrents étrangers, mais n'a aucun effet sur l'emploi national quand nos entreprises ne peuvent s'adapter.*

*Pourquoi cette inadaptation ? Etouffement par les charges, étouffement par la réglementation du marché du travail. C'est donc bien de ce côté-là qu'il faut chercher la solution française : alléger les charges en diminuant les impôts mais aussi les cotisations sociales, accepter la flexibilité du marché du travail. Mais à leur tour ces réformes impliquent une révision totale non pas seulement du train de vie de l'Etat, mais de ses frontières, une rupture avec un système de protection sociale en pleine explosion, et une refonte du code du travail pour substituer le contrat personnalisé et modulable à une législation universelle et rigide.*

*Pour le reste, une fois la libération réalisée, on verra comme par hasard les Français exprimer à nouveau leurs talents, leur désir de promotion personnelle. Le pouvoir d'achat réapparaîtra, non pas comme un préalable, mais comme une conséquence de la nouvelle donne. Les nouvelles pauvretés et l'exclusion se dilueront dans un pays où la promotion sociale sera redevenue possible par le travail et le mérite et où les privilèges scandaleux auront disparu.*

*L'épargne sera reconstituée et se mettra au service de la croissance des entreprises, et notamment de ces PME sources d'innovation et d'embauche.*

*La logique pour en finir avec le mal français est donc imparable :*

*1° Pour dépenser, il faut commencer par produire, par rendre des services marchands à la communauté des consommateurs.*

*2° La libération des entreprises et, de façon plus générale, de l'initiative privée, est indispensable pour produire de façon compétitive, et par conséquent créer des emplois et du pouvoir d'achat.*

*3° La libération implique une baisse des impôts et des cotisations, qui ne peut se réaliser qu'à travers un désengagement de l'Etat et de la Sécurité Sociale.*

*4° Le désengagement de l'Etat doit se faire aussi dans le domaine réglementaire, et le contrat doit se substituer à la législation, notamment pour instaurer la liberté du travail.*

*5° Ce qui est aujourd'hui géré de façon incohérente et injuste par la société politique le sera désormais par la société civile, c'est-à-dire par le réseau des entreprises, des familles, des associations, voire même de syndicats enfin dépolitisés.*

*J'ajoute que cette désétatisation indispensable pour l'économie l'est aussi pour tous les aspects de la vie des Français : pour l'éducation, pour le logement, pour l'environnement.*

*C'est donc un véritable choix de société qui s'impose. Mais puisque d'autres ont su le faire, pourquoi pas les Français ? Auraient-ils un goût morbide pour la monarchie et l'absolutisme ? Préféreraient-ils rester les esclaves de l'Etat, en qui ils voient leur sauveur alors qu'ils en meurent ? Encore faut-il que ce choix de société soit offert aux électeurs. Ce n'est toujours pas le cas. Et pour l'instant ils continuent à nous pomper l'air.*

*Jacques Garello*

## Conjoncture

### LA NOSTALGIE DE L'INFLATION

Il semblerait que notre classe politique, dans son ensemble, soit nostalgique de l'inflation. Il y a en effet une quasi-unanimité (on réservera le cas de François Bayrou) pour critiquer la Banque Centrale Européenne et sa gestion de l'Euro ; certains vont même jusqu'à prôner leur suppression. Plus d'euro, plus de chômage, plus de hausse des prix. On n'en est pas à une incongruité près. On peut à la fois reprocher à l'Euro de renchérir le panier de la ménagère et à la BCE de mener une politique trop stricte, inspirée par la stabilité monétaire.

En réalité, de façon tout à fait aberrante et irréaliste, nos hommes politiques veulent rendre à l'Etat Français la souveraineté monétaire qu'il a remise par traité entre les mains de la BCE.

Pourquoi donc ? Réponse : ils ont la nostalgie de l'inflation !

#### **Attaques contre l'Euro fort**

Parmi les candidats, Nicolas SARKOZY et Ségolène ROYAL sont à la pointe du combat contre la gestion de l'Euro par la BCE. Le premier vient d'affirmer qu'il « n'acceptait pas la façon dont est gérée la monnaie unique ». Le taux élevé de l'euro menacerait nos exportations d'Airbus ! Il faut faire une « politique active de change ». Le candidat de l'UMP se fait ainsi l'écho des propos de Louis GALLOIS « quand le dollar baisse de 10 centimes, cela coûte un milliard d'euros à l'entreprise ». C'est oublier qu'Airbus meurt non de l'euro, mais de la politique et des interventions des Etats. Comme le soulignait un expert, il est plus facile de s'attaquer au taux de change qu'au salaire minimum...

Le premier point à souligner ici est que si l'Euro est fort, il l'est pour chacun des treize pays de la zone euro. Comment expliquer que, année après année, les exportations allemandes battent un

nouveau record, tandis que la France connaît des déficits croissants ? C'est que nos exportations dépendent non de la valeur de l'euro, mais de notre compétitivité, de nos charges, de nos impôts, du coût du travail, de nos réglementations étatiques.

Un deuxième point à relever est que la détermination des taux de change n'est pas du ressort de la Banque Centrale, puisque nous sommes depuis le 1<sup>er</sup> avril 1978 dans un système international de changes flottants. Grâce à Milton Friedman, et à la suite de la faillite du système de Bretton Woods, les taux de change fixes, établis par le Fonds Monétaire International, n'existent plus. Depuis trente ans, c'est le marché, c'est-à-dire l'offre et la demande des diverses monnaies, qui détermine les taux. Vouloir modifier unilatéralement la valeur d'une monnaie, au prétexte qu'elle est « surcotée » c'est prétendre donner un prix artificiel, c'est préférer un « faux prix » à un vrai prix. Comment d'ailleurs s'y risquer aujourd'hui ? La masse de devises échangées dans le monde entier chaque jour est tellement énorme qu'il faudrait à la BCE racheter tous les dollars en circulation et vendre tous ses euros : ses réserves n'y résisteraient pas plus de quelques heures. La masse monétaire européenne exploserait, provoquant une inflation sans précédent, dérégulant totalement l'économie européenne – ce que personne ne désire réellement !

### **Attaques contre la politique monétaire automatique**

Quant à Madame ROYAL, elle propose, parmi ses cent propositions, au N°89 « d'inscrire dans les statuts de la banque centrale européenne l'objectif de croissance-emploi ; créer un gouvernement de la zone euro ». Cela supposerait déjà une réforme des traités européens dont aucun de nos partenaires ne veut entendre parler ; on est donc en plein fantasme. Et un autre fantasme consiste à vouloir imposer à tous les Etats européens des politiques dirigistes.

Les statuts de la BCE prévoient actuellement son indépendance totale vis-à-vis de tout pouvoir politique et lui assignent une mission unique : la lutte contre l'inflation. Les gouverneurs de la zone euro se fixent donc un objectif (actuellement une inflation maximale de 2% par an) et modifient en conséquence taux d'intérêt et masse monétaire, non pas de façon arbitraire, mais conformément aux statuts de la BCE. Cette politique n'est pas parfaite (elle passe trop par les taux d'intérêt et pas assez par la quantité de monnaie), mais elle est assez prudente pour éviter l'inflation.

Ce que ne supportent pas nos candidats, c'est de ne pas avoir leur mot à dire. Ils regrettent le temps où les banques centrales étaient « dans les mains du gouvernement », comme le disait Napoléon. L'heureux temps où l'on pouvait financer les dépenses publiques et les déficits en faisant tourner la planche à billets, c'est-à-dire par l'impôt inflation. Ils reprochent surtout à la politique actuelle d'être stable, au lieu de se modifier au gré de la conjoncture, pour tenter d'infléchir celle-ci : ce qu'ils regrettent, c'est le temps des politiques keynésiennes conjoncturelles, où les hommes politiques pouvaient faire joujou avec la monnaie et se donner l'illusion qu'ils pilotaient l'économie. La monnaie étant une chose trop importante pour être confiée à l'arbitraire des hommes politiques, on leur a retiré ce pouvoir.

Au-delà de ces manipulations conjoncturelles, il y a aussi l'idée qu'une bonne relance monétaire va créer de la croissance et de l'emploi. Il y a longtemps qu'on sait bien que ce n'est pas la monnaie qui crée la prospérité. Un surcroît de création de monnaie ne crée que de l'inflation, et non pas de la croissance, si les entreprises sont empêchées de produire. C'est en libérant l'offre qu'on créera des richesses, pas en distribuant de la monnaie de singe. Et la stabilité des prix est la meilleure alliée de la croissance et de l'emploi.

Voilà pourquoi il faut séparer la monnaie de la politique. La sagesse consiste à ne pas laisser aux gouvernants la discrétion de changer la valeur de la monnaie. Les politiques « discrétionnaires » doivent être supprimées – et elles l'ont été pour l'essentiel depuis 1978. Une politique « automatique », fondée sur une croissance régulière de la masse monétaire en fonction de la croissance du produit réel, est en place aujourd'hui, et la BCE l'applique comme on le lui a demandé. Il vaut mieux des règles stables que des politiques arbitraires. Mais chassez le naturel il revient au galop : en dépit de son indépendance constitutionnelle, une banque centrale est toujours sous la menace des appétits politiques, comme on le constate aujourd'hui. C'est pourquoi HAYEK avait suggéré de privatiser et dénationaliser la monnaie, d'instaurer une concurrence monétaire entre banques privées et d'en finir avec les banques centrales. On y viendra dans moins de dix ans. Mais Ségolène n'aime pas les banques !

C'est sans doute la raison pour laquelle il n'y a pas de candidat libéral, pas de parti libéral, pas de politique libérale. Pourquoi l'exception française ?

Voici une analyse qui vous paraîtra saisissante, surtout quand vous en connaîtrez l'auteur :

« Je crois bien qu'il n'y a pas de libéraux en France. On croit qu'il y a plusieurs partis en France ; c'est une erreur. Il n'y en a qu'un : c'est l'Etatisme. Tous les Français sont étatistes. A ce compte là, la fameuse unité morale devrait exister ; seulement, si tous les Français sont étatistes, chacun veut l'Etat pour lui et au service de ses intérêts et de ses passions ; et cela ne fait qu'un seul parti en théorie, mais en fait beaucoup en pratique ».

« Monarchistes restés foncièrement monarchistes, nous faisons de la république monarchiste ; c'est-à-dire que nous nommons un gouvernement, et voilà qui est républicain ; mais ce gouvernement nommé, nous croyons facilement, ou nous aimons croire, ou nous nous résignons à croire qu'il a tous les droits de Louis XIV ou de Pierre le Grand, et voilà qui n'est plus du tout républicain ; mais vous voyez bien les raisons pourquoi c'est très français ».

« Songez encore que nous sommes depuis trois siècles un pays très centralisé, qu'infiniment de

Nous l'avons souvent dit, dans cette campagne parfois si déprimante, l'une des raisons d'espérer, du moins à long terme, c'est le réveil de la société civile et en particulier des chefs d'entreprise. Nous en avons une nouvelle preuve cette semaine, avec la longue interview accordée à notre confrère Les Echos par Bertrand COLLOMB, Président de Lafarge, Président de l'Association française des entreprises privées (AFEP).

« La première partie de la campagne a été intéressante parce qu'elle a vraiment montré un besoin de changement de style autant que de réformes structurelles. Tout le monde reconnaît désormais que la situation de la France depuis vingt ans s'est plutôt dégradée qu'améliorée (...). Malheureusement, la deuxième partie de la campagne, depuis quelques semaines, est retombée dans le consumérisme politique, avec un déluge de promesses et l'organisation de shows médiatiques qui obscurcissent les débats ».

« Quand les Français travaillent, ils produisent autant que les autres et même parfois plus. Mais on leur a imposé de travailler moins (...). Le coût du travail y est plus élevé, il y a plus de rigidité, on protège l'existant au lieu de favoriser le nouveau et le futur. On demande souvent aux chefs d'entreprise pourquoi ils répètent la même chose depuis plusieurs années... Mais c'est parce que, pour l'essentiel, la réalité reste celle-là ! (...) La France peut être compétitive, à condition d'intervenir sur tous les facteurs de compétitivité. Les coûts de production, car nous ne sommes pas uniquement en concurrence avec les Chinois, mais aussi avec les Espagnols ou les Allemands. Mais aussi la flexibilité, la mobilité, l'innovation ».

« L'entreprise est faite pour créer de la valeur, elle n'a pas le choix de la répartition de cette valeur. La répartition résulte des forces du marché. Et en France, contrairement à ce qu'on lit, la part des salaires dans la valeur ajoutée a plutôt augmenté au cours des dernières années ».

« Les chefs d'entreprise doivent expliquer les choses, mais ils ne peuvent pas le faire tout seuls. Quand une entreprise doit se restructurer, peu d'hommes politiques ont le courage de la soutenir. Chez les élus de droite ou de gauche, j'entends un discours uniquement compassionnel. (...) Il y a une absence de pédagogie économique à l'école. Dans les manuels scolaires, l'entreprise est quasiment ignorée. (...) Faut-il punir ceux qui gagnent trop d'argent pour qu'ils aillent le faire ailleurs, ou, au contraire, tout en évitant des excès injustifiables, accepter que le succès soit récompensé ? Grâce à une transparence accrue, j'espère que l'opinion comprendra que les rémunérations des dirigeants correspondent à leurs responsabilités et à l'importance de leur action ».

« Les pays qui ont diminué la pression fiscale et les dépenses publiques sont ceux qui ont le plus de croissance et le moins de chômage. Imitons-les, plutôt que de vouloir leur imposer notre modèle. L'ISF, par exemple, est un impôt dont les conséquences économiques sont négatives et sans proportion avec son rendement financier (...). Favoriser le travail, c'est le récompenser en permettant à ceux qui le veulent de travailler plus et d'en récolter les fruits (...). Si le SMIC augmente fortement, le coût du travail augmentera, avec des pertes d'emplois et une perte de croissance (...). L'idée d'aides conditionnelles (aux entreprises), cela serait une sorte de micro dirigisme économique. Ce serait inquiétant, complexe et inefficace ».

Enfin deux questions sur certains candidats : l'idée de BAYROU d'exonérer les deux premiers emplois de charges : « Je préfère les mesures globales aux mini mesures. Cibler un cas très particulier risque de créer des effets de seuil et cela me paraît moins efficace que de prendre des mesures pérennes pour l'ensemble de l'économie ». Et la Sécurité Sociale professionnelle chère à l'UMP comme au PS ? « Je pense qu'on devrait protéger moins les emplois et davantage les personnes. Mais l'expression Sécurité Sociale n'est pas très rassurante, car elle signifie pour beaucoup un droit sans limite et sans devoirs ».

Jacques GARELLO l'a rappelé : les chefs d'entreprise, Laurence PARISOT en tête, apportent dans cette campagne un petit air rafraîchissant. Cela fait du bien. La vérité, ici comme ailleurs, nous rend plus libres.

La Banque mondiale trouverait-elle à son tour son chemin de Damas ? Elle découvre en effet que les individus vivant dans la pauvreté sont nombreux, car ils représentent 4 milliards de personnes gagnant moins de 3000 dollars US par tête (soit entre 1 et 8 dollars par jour), mais que leur masse représente tout de même un pouvoir d'achat de quelque 5 000 milliards d'euros. Ce marché potentiel devrait donner à réfléchir aux entrepreneurs du secteur privé, dans leur intérêt comme dans celui des pays en développement.

C'est un discours plutôt nouveau pour la Banque mondiale, car cela veut dire que pour elle, le secteur privé, c'est la solution à la pauvreté et à ses problèmes. Logiquement, on ne compte plus tellement sur l'Etat. Voilà qui contraste avec des années de mise en accusation du marché et du commerce. La Banque Mondiale se range enfin aux analyses de la science économique.

C'est d'ailleurs ce que semble confirmer explicitement Michael KLEIN, économiste en chef à l'IFC, branche de la Banque mondiale chargée du secteur privé, qui a déclaré : « L'entreprise fait partie de la solution, pas du problème ». Le document de la Banque mondiale s'intitule d'ailleurs « Les 4 prochains milliards, taille du marché et stratégie privée à la base de la pyramide » : marché et stratégie privée sont des termes que l'on aime entendre.

Certes, la Banque mondiale s'étonne que les réseaux de distribution d'électricité ou d'eau ou de services de santé délaissent ce marché. Mais il faut préciser que souvent ces réseaux sont publics et que c'est ce caractère public qui pose problème. Le secteur privé n'a aucune raison de refuser d'offrir s'il y a une demande solvable. Encore faut-il qu'on ne l'en empêche pas et qu'il y ait un véritable état de droit, ce qui n'est pas souvent le cas.

La Banque mondiale met aussi en cause l'existence de monopoles, mais là encore les monopoles sont souvent publics, ou le fruit de mafias locales, c'est-à-dire le contraire du marché. D'ailleurs, à cause de l'existence de règles publiques absurdes, ce marché est souvent informel, clandestin, souterrain : 70% de la population mondiale selon le BIT travaillerait pour l'économie souterraine. Le marché libre est empêché de jouer son rôle.

Et les experts de préciser : « En tant que consommateurs et producteurs, principalement dans un circuit informel, ce groupe souffre de l'inefficacité et de l'absence de compétitivité sur ces marchés. Une approche concurrentielle est plus à même de satisfaire leurs besoins, d'accroître leurs revenus et de les propulser dans l'économie formelle ». Là encore un langage nouveau : il n'y a pas assez de marché, pas assez de concurrence. Cela change un peu des discours sur les méfaits de l'ultralibéralisme dans le tiers-monde. Les problèmes principaux sont ceux de l'alimentation, du logement, des médicaments ; toutes choses que le marché sait très bien produire et distribuer, pourvu qu'on le laisse faire.

La Banque mondiale rappelle aussi qu'au fur et à mesure que les revenus augmentent, la part des dépenses consacrées au transport et à la téléphonie mobile croît. En Chine, en Inde, au Brésil, il y a 550 millions de détenteurs de téléphone, plus que dans l'Union européenne : « Cela prouve que cette population détient des moyens financiers qu'elle est disposée à mettre en œuvre pour sortir de la pauvreté ».

Evidemment, la Banque mondiale, pas plus que l'OMC, ne sont devenus des think tanks libéraux. Ils n'ont pas encore intégré que le développement est corrélé avec le degré de liberté, comme le montrent les indices de liberté publiés par le Wall Street Journal et Heritage Foundation. Si le privé ne se développe pas plus vite, c'est parce que l'Etat a tout envahi. Là où l'Etat recule, l'économie progresse et le marché prend toute sa place.

C'est ce que ne semble pas comprendre Le Monde, qui rapporte certes ces informations, mais qui titre, en décalage avec l'article, que « le secteur privé ignore, à tort, le pouvoir d'achat des pauvres ». Le secteur privé n'ignore rien ; encore faut-il qu'on le laisse fonctionner, ce qui nécessite moins d'Etat et plus d'état de droit.

Au moment où les Français se préparent à voter, le grand sujet de la semaine dernière, qui a occupé tous les médias pendant des jours, a été la sortie du film « Les LIP, l'imagination au pouvoir ». Le Monde, Libé et d'autres ont donné le ton, suivi de tous les médias de la pensée unique, télévisions en tête. Le Monde donne le ton sur six colonnes : « LIP, le samedi soir et le grand soir » et encore en sous-titre « Une des dernières pages de légende du mouvement ouvrier français. Une belle leçon de cinéma ».

La belle histoire en effet. Lisons ces articles inspirés : « Par quel mystère un documentaire de forme archiclassique devient-il un film d'action palpitant, une épopée digne de John FORD, un plaisir de cinéma du samedi soir ». L'histoire d'une entreprise, comme tant d'autres, qui n'a pas été restructurée à temps, alors qu'elle était déficitaire depuis plus de dix ans. Fred LIP évincé, le nouvel actionnaire suisse mène un plan de redressement, qui se révèle lourd, tout simplement parce qu'on avait trop retardé l'échéance. Plan refusé par les salariés.

« Ce mouvement, qui dépasse de très loin les logiques et les clivages syndicaux pour administrer une leçon de dignité et de solidarité, va accoucher d'une des dernières pages de légende de l'histoire du mouvement ouvrier français. » Comité d'action, occupation d'usine « pour la sauvegarde de l'outil de travail ». Administrateurs séquestrés, stocks de montre disséminés dans des caches, puis « revendu » dans une opération portes ouvertes : appelons les choses par leur nom : une atteinte au droit de propriété, une action illégale, la vente d'un bien qui n'appartenait pas aux ouvriers, voilà l'épopée en question.

La ville entière dans la rue, l'évêque en tête, pour soutenir les travailleurs. Et l'apothéose : reprise du travail sous forme d'autogestion et refus du plan de sauvetage. Conception intéressante de l'autogestion : on prend la propriété d'autrui, les équipements d'autrui, et l'on produit en vendant de manière sauvage, sans payer les charges correspondantes. Et une lente agonie de l'entreprise, de toutes façons non viable, encore plus dans ces conditions (pas de licenciements pourtant indispensables).

Version du Monde : des hommes admirables « tous unis par l'indignation que met au cœur des hommes l'injustice, tous solidaires dans le sacrifice de soi qu'implique une lutte aussi âpre et aussi longue ». Suit la leçon de morale : « Toute la force du film consiste à cet égard à montrer, face au discrédit et au découragement qui dominent aujourd'hui, que l'engagement politique et l'existence ordinaire ont partie liée, que se battre pour des idées, c'est se battre pour une meilleure idée de la vie (...). La chaleur des assemblées, l'organisation des réseaux clandestins, le sentiment quotidien d'improviser l'utopie, le prêtre qui confesse avec gourmandise son coup de poing contre la police sont autant de moments qui font de ce film une extraordinaire aventure humaine ».

Bref un film « aux vertus politiques », « la force collective d'hommes et de femmes désireux de maîtriser leur destin ». Conclusion (splendide) : « Dans le désert consumériste qui devient le notre, ce film résonnera haut et fort parce qu'il réconcilie le cinéma du samedi et celui du grand soir sous les auspices nécessaires d'un rêve à reconduire ». Ouf !

Voilà ce que l'on a proposé aux Français non stop pendant des jours et des jours : réconcilier le cinéma du samedi soir et celui du grand soir ; la révolution joyeuse. Sans doute pour fêter l'entrée officielle en campagne des BOVE, LAGUILLIER, BESANCENOT, et autres BUFFET. La France est le seul pays avec six candidats d'extrême-gauche, qui occupent la moitié du temps d'antenne. Elle fête trente quatre ans plus tard une affaire qui aurait dû être réglée en quelques heures comme la loi le prévoit en cas d'atteinte à la propriété et d'occupation illégale. Revoilà l'autogestion comme futur modèle français. Et il y a encore des gens pour affirmer que la pensée unique est ultralibérale !

Dans son éditorial à l'occasion des 50 ans du traité de Rome, Jacques GARELLO fustigeait l'Europe politique, expliquant que l'Europe était devenue un géant économique, parce qu'elle était un nain politique. « Tournée, la page de l'Europe politique » disait-il.

Cette analyse est corroborée par un sondage passé à peu près inaperçu, que nous avons trouvé dans une dépêche Reuters. Sondage réalisé dans les 27 pays de l'Union, auprès de 17 443 citoyens, par le cercle de réflexion britannique Open Europe. Le résultat le plus important, c'est qu'une large majorité (les chiffres précis ne sont pas donnés), dans tous les pays, même en France, considère que la priorité, c'est « la limitation des pouvoirs de l'Union européenne et sa transformation en une simple zone de libre-échange sans objectif politique » : nous ne demandons pas autre chose, et les candidats feraient mieux de suivre les conseils des citoyens dans ce domaine. La vision britannique de l'Europe est donc largement partagée par les citoyens européens.

Par ailleurs, s'il doit y avoir un nouveau traité, 75% des citoyens veulent s'exprimer par référendum, et même 81% en France (contre 16% d'un avis contraire) : il sera difficile de faire approuver un traité relooké par le seul Parlement. Or sur 18 pays qui ont adopté le traité rejeté par les Français, seuls deux avaient eu recours au référendum ! Par ailleurs, seuls 28% des européens pensent que l'EU devrait avoir plus de compétences qu'elle n'en a actuellement, la majorité pensant qu'elle devrait en avoir moins.

Autre question intéressante, celle de la monnaie. 49% des Européens de la zone Euro préféreraient revenir à leur ancienne monnaie nationale, contre 47% pour l'Euro. Le taux d'opposition à l'Euro est même de 70% en Grèce, de 54% en Allemagne. En France, par contre, 55% veulent garder l'Euro : peut-être n'ont-ils pas gardé un bon souvenir de la gestion inflationniste du Franc ? Et ceux qui n'ont pas adopté l'Euro, comme les Anglais, sont 77% à vouloir garder leur monnaie nationale.

D'autres aspects de la supranationalité sont aussi discutés. C'est ainsi que les Européens sont contre la création d'un poste de ministre européen des affaires étrangères, disposition prévue dans la constitution qui a été rejetée. Enfin, 56% estiment que l'EU n'est pas « représentative des citoyens ordinaires » : une Europe technocratique en quelque sorte.

Les candidats aux présidentielles, pourtant l'œil rivé sur la dernière enquête d'opinion, vont-ils désormais adapter leur discours ? Voilà en tous cas une nouvelle donne.

---

*La semaine prochaine la nouvelle Lettre publiera la notation des divers candidats d'après leurs réponses aux propositions du "Guide". De quoi avoir toute l'information pour exercer son droit de citoyen...*

---

---

Besoin d'air pp. 1-2

La nostalgie de l'inflation pp. 2-3

« Il n'y a pas de libéraux en France » p. 4 - « Les chefs d'entreprise doivent s'exprimer » p. 5 - Banque mondiale : « L'entreprise, c'est la solution, pas le problème » p. 6 – Lip et le frisson du grand soir p. 7 – Europe : le sondage qui change tout p. 8.